



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Arnaud MOYNIER, Marie-Hélène SANTARELLI.

Transports et Mobilité - Délégation de Service Public de Transports Urbains de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2024 - Attribution

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire.

Le périmètre du ressort territorial regroupe 31 communes :

Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint-Geniès-des-Mourgues, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone.

En application de l'article L.1231-1 du Code des Transports, les Autorités organisatrices de la Mobilité (AOM) organisent des services réguliers de transport public de personnes et peuvent organiser des services de transport à la demande. Elles concourent au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur.

Dans le cadre de ces compétences, la Métropole a confié au Groupement Momentané d'Entreprise TaM-Transdev, dont la société d'économie mixte TaM est mandataire, l'exploitation des transports publics urbains, qui comporte en particulier les missions suivantes : la gestion et l'exploitation des lignes de transports collectifs urbains réguliers de voyageurs (tramway, lignes urbaines et suburbaines, y compris le Transport à la Demande (TAD)), l'exploitation des pôles d'échanges et des parcs-relais, l'exploitation des vélos en libres services, la maintenance et le renouvellement de certains biens affectés au service public...

Le contrat en vigueur a été attribué par délibération n° 9279 du 22 décembre 2009, pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2010.

Le contrat a été prolongé de 6 mois par l'avenant n°10 approuvé le 27 novembre 2017 par la délibération n°15069. Le contrat vient donc à échéance le 30 juin 2018.

La Métropole de Montpellier a choisi de déléguer la gestion et l'exploitation du transport public urbain par délibération du 22 février 2017. Cette délégation de service public est prévue pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} juillet 2018.

Le délégataire aura en charge le service public du transport urbain à l'intérieur du périmètre du ressort de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Il s'agit des services suivants :

- un réseau de lignes de tramway ;
- un réseau de lignes d'autobus urbains et suburbains ;
- un service de TAD ;
- des services spéciaux et occasionnels, et notamment ceux mis en œuvre pour desservir les équipements métropolitains dans le cadre des activités scolaires ;
- des parcs relais P+TRAM et des parkings de proximité.

Sont exclus de ce périmètre le service de transport scolaire qui fait l'objet d'une délégation au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault.

Le service de vélo en libre services et les vélos-parcs seront gérés par le délégataire pendant une année, le temps nécessaire pour mettre en place le nouveau mode de gestion pour le service de vélo en libre services.

Rappel de la procédure

Par une délibération du 22 février 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe de l'exploitation déléguée de services de transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole et a approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence du contrat de délégation de service public relatif à cette mission.

Préalablement, l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été recueilli le 14 février 2017 et celui du Comité Technique (CT) le 21 février 2017.

La Métropole de Montpellier a envoyé pour publication le 28 février 2017 un avis de concession dans les parutions suivantes :

- BOAMP, avis n°17-24793 publié le 02 mars 2017
- JOUE, avis n°2017/S 043-079229 publié le 02/03/2017
- La revue "Transport Public", publié dans le numéro de mars 2017
- Le profil acheteur de la Métropole, publié le 02 mars 2017.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 10 avril à 16h.

Trois candidats ont fait acte de candidature :

- La société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM)
- La société Kéolis
- La société Transdev

Lors de sa séance du 11 avril 2017, la commission de délégation de service public, après ouverture des plis contenant les candidatures, a renvoyé les candidatures à un examen plus approfondi au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis d'appel à la concurrence.

Lors de sa séance du 25 avril 2017, la commission de délégation de service public a admis les trois candidats à déposer une offre.

Les éléments de la consultation ont été transmis aux candidats admis à déposer une offre le 21 juillet 2017 avec une date limite de remise des offres fixée initialement au 10 novembre 2017 à midi puis reportée par la Métropole au 24 novembre 2017.

Deux candidats ont déposé une offre :

- La société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM)
- La société Transdev

Lors de sa séance du 25 novembre 2017, la commission de délégation de service public, après ouverture des plis contenant les offres, a renvoyé les offres à un examen plus approfondi au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis d'appel à la concurrence.

Lors de sa séance du 19 décembre 2017, la commission de délégation de service public a rendu un avis sur les offres. Fort de cet avis les négociations ont été engagées avec les deux candidats.

Une négociation écrite a eu lieu avec envoi de 7 séries de questions aux candidats et une négociation orale a eu lieu lors de 6 réunions de négociations.

Le rapport présente l'analyse des offres finales, les motifs du choix du candidat retenu et l'économie générale du contrat.

Choix du candidat retenu

L'analyse des offres finales est faite suivant les critères hiérarchisés, non pondérés et classés par ordre hiérarchique décroissant d'importance définis au règlement de la consultation :

- Qualité du service et de l'exploitation ;
- Valeur technique de l'offre ;
- Valeur financière de l'offre ;
- Garanties apportées ;
- Performance environnementale et sociale.

Ainsi, en ce qui concerne la qualité du service et de l'exploitation, TaM et Transdev présentent chacun une offre de qualité, satisfaisante tant sur la qualité du service apporté à l'utilisateur que sur la fiabilité des procédures d'exploitation, le contrôle de la fraude et la prévention de l'insécurité sur le réseau de transport métropolitain. Les propositions concernant l'information voyageurs et les systèmes de vente sont innovantes et donnent à l'offre de TaM un avantage significatif par rapport à celle de Transdev : déploiement de solutions multimodales et multiservices (en lien notamment avec le stationnement), développement de solutions innovantes en faveur des entreprises.

En termes de valeur technique, l'offre de TaM permet d'améliorer de façon significative les conditions de déplacements des habitants de la Métropole. Le réseau futur apparaît ainsi mieux structuré par rapport au réseau actuel : les lignes sont hiérarchisées, avec des fréquences et des amplitudes horaires adaptées pour répondre aux besoins de déplacements des habitants. Cette restructuration du réseau proposée par TaM ainsi que les mesures d'accompagnement commercial et marketing qui seront mises en œuvre en complément permettront de générer une hausse significative de la fréquentation du réseau. Sur ce point, l'offre de Transdev présentait des objectifs plus élevés mais qui étaient basés notamment sur des hypothèses qui n'étaient pas en adéquation avec les projections du SCoT.

En ce qui concerne la maintenance et l'entretien du patrimoine ainsi que les investissements neufs à réaliser, l'offre de TaM présente davantage de garantie : les dépenses prévues par TaM permettent de s'assurer que les biens seront bien maintenus et remis en parfait état d'entretien et de renouvellement en fin de contrat. A l'inverse, il apparaît que Transdev a une estimation insuffisante sur certains postes (tels que les revêtements des plateformes, la maintenance informatique ou celle des parkings) ; il en est de même, sur le programme d'investissement dans l'offre de Transdev, ce qui constitue un facteur de risque pour la Métropole.

La valeur financière de l'offre a notamment été analysée par l'intermédiaire de la Valeur Actuelle Nette (VAN) qui représente le montant résultant de l'ensemble des flux financiers entre la Métropole et les candidats. La VAN de TaM est plus élevée que celle de Transdev. Les objectifs ambitieux de fréquentation et de recette de l'offre Transdev ainsi que les montants d'investissement subventionnés plus importants dans l'offre de TaM permettent à l'offre de Transdev de présenter la VAN la plus faible. S'agissant de la rentabilité des offres, le taux de 2% de rentabilité commerciale pour Transdev est très raisonnable pour ce type de contrat mais est plus élevé que celui proposé par TaM (0,5%).

Enfin, concernant la performance environnementale et sociétale, les offres des deux candidats sont de qualité équivalente et satisfaisante.

Sur la base de ces critères hiérarchisés et non pondérés, la société anonyme d'économie mixte Transport de l'Agglomération de Montpellier (TaM) est le candidat qui a présenté l'offre avec l'avantage économique global le plus performant. Elle est notamment plus sécurisante en matière de maintenance des équipements et d'investissement mais aussi vis-à-vis du personnel.

L'offre de transport

Afin de consolider le succès du tramway et renforcer l'attractivité du réseau de Bus, TaM propose un

nouveau réseau de transport reprenant les grands principes suivants :

- Un réseau hiérarchisé s'appuyant sur un réseau structurant composé d'une part du réseau tramway et d'autre part de lignes de bus « majeures » :
 - o 3 lignes qui proposeront des niveaux de service (fréquence, amplitude horaire, ...) proches de ceux d'un tramway ;
 - o 3 autres lignes de bus avec des fréquences renforcées :
 - ligne 23 vers Prades de Lez ;
 - ligne 38 vers Cournonsec et Cournonterral ;
 - et ligne 7 (actuelles lignes 6 et 7 sud) desservant les secteurs La Martelle, Figairasse, Avenue de Toulouse, Estanove et Ovalie à Montpellier.

Ce réseau structurant bénéficiera d'une amplitude horaire élargie et de fréquences de desserte élevées.

- Un réseau de maillage en connexion avec le réseau structurant et qui irrigue l'ensemble du territoire métropolitain :
 - o 10 lignes de bus urbaines,
 - o 13 lignes suburbaines régulières,
 - o 2 lignes mixtes (Transport à la Demande et régulier),
 - o 4 lignes en Transport à la Demande (TaD), exploitées en TaD zonal : Ce nouveau mode de desserte zonale permettra pour l'ensemble des communes concernées d'étendre la zone de chalandise des transports en commun avec la création de nouveaux arrêts tout en conservant la souplesse et l'attractivité du système de réservation actuel.

Ce réseau de proximité permettra de répondre aux besoins de déplacements de la population.

Un calendrier de déploiement en deux phases :

- o Une première phase dès le 2nd semestre 2018, qui intègre notamment la mise en place de nouvelles lignes, telles que la desserte de la nouvelle gare TGV Montpellier – Sud de France et la desserte de la seconde phase du PEM (Pôle d'Echange Multimodal) de Baillargues.
- o Une seconde phase au 2nd semestre 2019 avec le déploiement de l'ensemble du nouveau réseau de la Métropole.

Ce nouveau réseau permettra une amélioration de l'offre de transport pour l'ensemble des communes avec notamment :

- Une amélioration de la desserte du quartier Millénaire à Montpellier et de ses zones d'emplois,
- Une amélioration de la desserte du quartier Ovalie à Montpellier,
- Une amplitude horaire élargie jusqu'à 22h pour les lignes urbaines 6, 7, 9, La Ronde, 15 et 19,
- Une réorganisation complète du secteur Cadoule et Bérange autour du PEM de Baillargues,
- Une refonte du réseau de l'Ouest Métropolitain avec notamment la transformation de la Ligne 38 (Cournonsec/Cournonterral – Montpellier) en ligne structurante,
- Un renforcement de l'offre pour les communes du Nord et du Sud de la Métropole.

Le nouveau réseau n'occulte pas la desserte des zones d'activités. Ainsi, en plus du Millénaire, l'offre de TaM intègre l'amélioration de la desserte des zones d'activités de :

- La Lauze (Saint Jean de Védas) avec la mise en place d'une nouvelle ligne (ligne 41) permettant de desservir finement cette zone d'activités avec un nouveau tracé et de nouveaux arrêts situés au plus près des entreprises en connexion sur la Ligne 2 du tramway à Sabines,
- Du Salaison (Vendargues), avec le renforcement de la Ligne 21 qui desservira désormais l'ensemble de la zone industrielle en connexion sur le PEM de Baillargues

En ce qui concerne la desserte en bus de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France, elle a été calibrée en fonction des dessertes ferroviaires prévues à l'ouverture en juillet 2018 puis en 2020 et en intégrant l'urbanisation progressive du nouveau quartier Cambacères. La desserte bus sera remplacée par une desserte tramway avec l'extension de la Ligne 1 depuis Odysseum.

Les grands équilibres du contrat

Le contrat est une délégation de service public passée aux frais et risques de la société TaM qui prend effet à compter du 1^{er} juillet 2018 pour une durée de 6 ans.

Le délégataire est engagé sur une production kilométrique :

Kilomètres commerciaux	unité	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total
Kilomètres commerciaux	km	5 892 170	11 973 696	12 422 380	12 398 352	12 431 184	12 398 479	6 204 551	73 720 811
Dont tramway	km	2 649 724	5 283 999	5 296 355	5 283 102	5 297 355	5 285 978	2 642 989	31 739 502

Ainsi que sur les objectifs de fréquentation et de recette suivants :

	unité	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total
Fréquentation	voyages validés	66 914 030	68 386 138	70 437 723	72 903 043	74 725 619	77 341 016	79 661 246	510 368 815
Recettes commerciales	€	38 547 840	39 395 892	40 577 769	41 997 991	43 047 941	44 554 619	45 891 257	294 013 309

Le Délégataire perçoit le produit des titres de transport vendus.

La Métropole de Montpellier lui verse une subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) pour compenser les contraintes de services publics imposées au Délégataire. Cette somme est fixe et forfaitaire.

Elle est arrêtée aux montants suivants :

	unité	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total
SFE Part fixe	k€	20 897	43 946	43 438	40 784	38 745	36 891	20 020	244 720
SFE Part variable	k€	635	1 302	1 273	1 276	1 275	1 244	620	7 625
SFE Totale		21 532	45 248	44 711	42 060	40 020	38 135	20 640	252 345

Le Délégataire perçoit une subvention fixe et forfaitaire nette de taxes correspondant à 80% du montant des dépenses de Gros Entretien Réparations (GER). Elle est arrêtée à la somme de 1 981 k€ en année pleine. Le Délégataire s'est engagé à réaliser l'intégralité des dépenses de GER ; à défaut, les sommes non dépensées seront reversées au Délégant.

Le délégataire perçoit également une subvention fixe et forfaitaire d'investissements nette de taxes correspondant à 80% des dépenses d'investissements à réaliser. La subvention n'est versée qu'au moment de la réalisation de l'investissement et ne peut pas dépasser 80% du montant contractuellement prévu.

La subvention d'investissement versé par la Métropole de Montpellier est arrêtée à la somme suivante :

	unité	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total
Subvention sur les investissements subventionnés	k€	1 514	10 217	7 784	5 758	4 607	2 733	1 003	33 616

La grille tarifaire du service public de transport en commun est celle actuellement appliquée et n'évolue pas à l'entrée en vigueur du nouveau contrat.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code général des collectivités territoriales, ont été transmis aux conseillers métropolitains, via FAST le 15 mai 2018, les documents suivants :

- le rapport d'analyse des candidatures et le procès-verbal de la commission de Délégation de Service Public pour l'exploitation des transports publics urbains du 25 avril 2017 ;
- le rapport d'analyse des offres et le procès-verbal de la commission de Délégation de Service Public pour

l'exploitation des transports publics urbains du 19 décembre 2017 ;

- le rapport présentant les motifs du choix de la société TaM pour l'exploitation des transports publics urbains et l'économie générale du contrat ;
- le contrat de Délégation du Service Public (DSP) pour l'exploitation des transports publics urbains ;
- le Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation des transports publics urbains et la grille tarifaire, qui reste inchangée.

Etant précisé que le projet de contrat avec l'ensemble de ses annexes peut être consulté aux heures et jours habituels d'ouverture (du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h30, hors jours fériés) à la Direction du Secrétariat Général, à la permanence courrier au siège de la Métropole depuis le 15 mai 2018.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la société anonyme d'économie mixte Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) pour la gestion de la délégation de service public portant sur les services de transport public urbain ;
- approuver le contrat, ses annexes dont l'annexe présentant les tarifs du service public
- autoriser le versement à la société Transdev d'une prime indemnitaire de 200 000 € TTC comme prévu par l'article 9 du règlement de la consultation, tenant compte de la qualité du travail effectué ;
- dire que les dépenses sont prévues au budget de la Métropole chapitre 65 ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer avec la société TaM le contrat de délégation de service public.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-44226-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.